

LUNDI 18 JUILLET 2011

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Politique](#) > [Canada](#) > [L'industrie diamantifère renoue avec ses démons](#)

L'industrie diamantifère renoue avec ses démons

Le Canada craint que la régularisation du Zimbabwe conduise à l'effondrement du processus de certification

Hélène Buzzetti 15 juillet 2011 Canada



Photo : Agence Reuters Goran Tomasevic
Un revendeur de diamants du Zimbabwe expose sa marchandise à Manica.

Ottawa — Depuis 2003, la communauté internationale se vantait d'avoir fait le ménage dans l'industrie du diamant en boycottant les pierres précieuses qui financent les rébellions armées. Mais la décision de considérer le Zimbabwe comme un exploitant responsable compromet maintenant tout le mécanisme de certification. Le Canada, pourtant un des instigateurs de ce processus dit de Kimberley, craint maintenant son effondrement.

Les diamants de la guerre (ou du sang, en anglais) ont commencé à attirer l'attention à la fin des années 1990. Des groupes humanitaires avaient démontré que les scintillants diamants que les De Beers et consorts vantaient en Occident comme le symbole de l'amour éternel servaient à financer des exactions sanguinaires en Angola, au Liberia, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone. Les groupes rebelles dans ces pays s'approprièrent les diamants et les écoulaient sur le marché international pour financer leur opération de déstabilisation du gouvernement. Le processus de Kimberley a été créé en 2003 pour s'attaquer

à ce phénomène.

Ce processus met autour de la même table 74 pays impliqués dans le commerce du diamant (dont le Canada), l'industrie (regroupée au Conseil mondial du diamant) et la société civile. Chaque pays doit mettre en place un système de contrôle interne vérifiable éliminant l'infiltration de diamants de la guerre dans les lots officiels. Il interdit l'importation de diamants bruts provenant d'un pays n'ayant pas mis en place un tel système. Chaque lot de diamants bruts doit porter son certificat Kimberley. Le processus se vantait de bien fonctionner et d'avoir fait passer la part des diamants de la guerre de 15 % à moins de 1 % du marché mondial. C'était jusqu'à ce que le Zimbabwe découvre le pactole.

En 2006, le Zimbabwe récupère les droits sur le site de Marange, une source de diamants de surface si abondante qu'elle pourrait, au cours des prochaines années, représenter entre 15 et 20 % de tous les diamants minés dans le monde. En 2008, le pays vit une crise économique sans précédent, le taux d'inflation atteignant 11 000 000 %. Du coup, médecins, fonctionnaires et autres travailleurs quittent leur emploi et se ruent sur les champs diamantifères. Le gouvernement a recours à la violence pour faire fuir les mineurs «illégaux». Au moins deux hélicoptères militaires ont été utilisés en décembre 2008 pour tuer 200 civils.

Après de longues discussions internationales, le processus de Kimberley, sous la présidence de la République démocratique du Congo, a tranché le 23 juin dernier à Kinshasa: les diamants de Marange se qualifient à la certification au prétexte que les violences rapportées sont le fruit d'un gouvernement légitime et non d'un groupe rebelle tentant d'usurper le pouvoir. Le consensus requis n'était pas au rendez-vous, mais le président est quand même allé de l'avant.

Le Canada s'est dit outré de cette position. «Le Canada refuse d'endosser le plan de certification des diamants du Zimbabwe, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, John Baird. Cet avis a été émis en contravention des règles et procédures du processus de Kimberley.» Les États-Unis, l'Australie, l'Union européenne et Israël, notamment, ont adopté la même position. «Nous conseillons à l'industrie diamantifère du Canada de ne pas faire le commerce des diamants du Marange. Tous les pays producteurs de diamants vont perdre au change si le processus de Kimberley est neutralisé.»

Pour l'instant, le Canada ne se retire pas du processus, explique le ministère des Affaires étrangères, parce qu'il estime qu'il est «mieux placé pour influencer le processus de Kimberley et en corriger les défauts en continuant d'en faire partie».

La société civile, en guise de protestation, a aussi claqué la porte le 23 juin. «Nous représentons des communautés qui ont souffert des violences alimentées par les diamants, des communautés qui espèrent pouvoir bénéficier de la richesse qu'apportent les diamants. Nous ne pouvons plus regarder ces gens dans les yeux et leur dire que le mécanisme protège leurs intérêts alors qu'il ne les protège pas», a déclaré dans un communiqué de presse Aminata Kelly-Lamin du Network Movement for Justice and Development, un groupe de la Sierra Leone. Cette société civile est essentielle au processus, car c'est elle qui en assure la surveillance.

Le problème, c'est que l'Afrique du Sud et Dubaï ont indiqué que, considérant cette décision, elles accepteraient désormais les diamants provenant du Zimbabwe. Ceux-ci infiltreront leur chaîne d'approvisionnement et la «contamineront».

«Il est extrêmement difficile de discerner les diamants, qui sont souvent mélangés d'un lot à l'autre», explique Alan Martin de Partenariat Afrique Canada, un des groupes ayant contribué à la naissance du processus. Il note que certaines bijouteries ont cessé de vendre des diamants africains. «Les pays africains se tirent dans le pied en prenant cette décision, car l'Occident va cesser d'acheter leurs produits.» D'ailleurs, l'industrie elle-même s'inquiète. Le Conseil mondial du diamant a exhorté ses membres à ne pas négocier de diamants bruts de Marange. «La rencontre de Kinshasa ne s'est pas conclue sur la décision que nous espérions», a noté le président, Eli Ishakoff.

Alan Martin, qui s'est rendu au Zimbabwe pour observer la situation, indique que les richesses découlant des diamants sont détournées par certains éléments des forces armées au détriment des citoyens. Il a vu des forces policières acquérir 44 BMW. «Le ministère des Finances se plaint de ne pas voir passer les richesses. Il y a beaucoup de dépenses dans le pays qui ne sont pas comptabilisées.»

Selon M. Martin, cette décision marquera probablement la fin du processus de Kimberley, qui n'a pas su évoluer au rythme du changement de la nature des conflits dans les pays diamantifères. Il pointe vers d'autres mécanismes qui voient le jour un peu partout sur la planète et qui sont plus efficaces selon lui.

Aujourd'hui, par exemple, Washington célèbre justement le premier anniversaire de l'adoption de la loi Dodd-Frank, qui oblige toutes les entreprises cotées en Bourse à certifier la provenance de l'or, du coltan, de la cassitérite et de la wolframite contenus dans leurs produits

électroniques. Si ces métaux proviennent de la République démocratique du Congo ou des pays limitrophes, l'entreprise doit rédiger un rapport expliquant les moyens pris pour s'assurer qu'ils ne contribuent pas aux violences, en particulier sexuelles, dans ce pays. «À notre avis, c'est en ce moment la meilleure arme qui existe», conclut M. Martin.

diamant, commerce, Affaires étrangères, Afrique, Zimbabwe

[Haut de la page](#)

© Le Devoir 2002-2011

Stratégie Web et référencement par Adviso
Design Web par Egzakt